

CMD

CA

SOSSOU DHADHO

N° 016/CA du Répertoire

N° 92-25/CA du greffe

Arrêt du 18 avril 2002

AFFAIRE : SOSSOU DHADHO ANTOINE

C/

- SOUS-PREFET DE HOUHEYOGBE

- SONACOP (Intervenant)

Vu corrigé
REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance en date du 15 mars 1992 enregistrée au Greffe de la Cour sous n° 221/GCS du 08 septembre 1992, par laquelle Maître Magloire YANSUNNU, Avocat près la Cour d'Appel de Cotonou, BP n° 2716, conseil de SOSSOU DHADHO Antoine, demeurant à Parakou BP n° 35, a saisi la juridiction administrative d'un recours pour excès de pouvoir contre l'Arrêté n° 34/001/DRB du 15 novembre 1977 du Chef du District de Bopa, portant mise à la disposition de la SONACOP d'une parcelle de terrain sise à Sè dans ce District, aujourd'hui Sous-Préfecture de Houéyogbé, et qui serait sa propriété personnelle ;

Vu les mémoires ampliatifs du requérant datés du 05 mai 1992 et 07 mars 1997 et enregistrés au Greffe sous n°s 120/GCS du 18 mai 1992 et 118/GCS du 13 mars 1997 ;

Vu les lettres n° 377/GCS et 378/GCS en date du 27 mars 1997, par lesquelles, la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif et les pièces y annexées du requérant ont été communiqués au Sous-Préfet de Houéyogbé (Mono) et au Directeur Général de la SONACOP pour leurs observations éventuelles en défense ;

Vu la correspondance n° 246/SP-H/SG-BAGD en date du 20 juin 1997, enregistrée au Greffe sous n° 452/GCS du 25 juin 1997, par laquelle le Sous-Préfet de Houéyogbé a fait parvenir et déposer au dossier de la procédure ses observations en défense ;

Vu la lettre n° 1201/JFVF/TEM du 18 août 1997, enregistré au Greffe sous n° 570/GCS du 20 août 1997 du conseil de la SONACOP transmettant à la Cour son mémoire en réplique et en défense daté du 14 août 1997 ;



*Notifie L/m's 1481-1482-1483/GCS du 07/04/2004
PG-CS L/m's 1503/GCS du 07/04/2004*

DE=2000 F

Enregistre à Cotonou le 19/7/02
Fo 20 Case 2942-1
Reçu Deux mille francs
L'inspecteur de l'Enregistrement



Elisabeth Sour

Mu

Vu la correspondance n° 1083/GCS en date du 1^{er} septembre 1997, par laquelle les observations en défense du Sous-Préfet de Houéyogbé et de la SONACOP ont été communiquées au Conseil du requérant en vue de leur réplique éventuelle ;

Vu la lettre n° 1115/97/MY/CM du 17 novembre 1997, enregistrée au Greffe sous n° 788/GCS à la même date, transmettant à la Cour le mémoire en réplique du Conseil du requérant ;

Vu la consignation constatée par reçu n° 430 du 03 septembre 1992.

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller-Rapporteur **Joachim G. AKPAKA** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

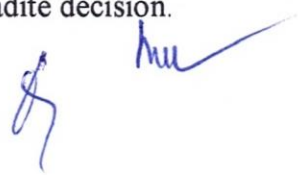
EN LA FORME

Sur la recevabilité

Considérant que l'Article 68 alinéa 1 de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 précité dispose :

« le délai de recours pour excès de pouvoir est de deux mois. Ce délai court de la date de publication de la décision attaquée ou de la date de la notification » ;

Avant de se pourvoir contre une décision individuelle les intéressés doivent présenter un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision.



Le silence gardé plus de deux mois par l'autorité compétente sur le recours hiérarchique ou gracieux vaut décision de rejet.

Les intéressés disposent, pour se pourvoir contre cette décision implicite d'un délai de deux mois à compter du jour de l'expiration de la période de deux mois sus-mentionné..... » ;

Qu'il ressort de l'examen des pièces versées au dossier que, ayant reçu notification de l'Arrêté querellé courant 1978 confirmée par la suite le 13 février 1985 par la Direction de la SONACOP, le requérant n'a introduit son recours gracieux que le 20 décembre 1991, soit plusieurs années après l'expiration du délai du recours contentieux ;

Qu'il a saisi la Haute Juridiction d'une requête datée du 15 mars 1992 mais qui en réalité n'a été transmise à la Cour et enregistrée au Greffe que le 08 septembre 1992 soit plus de quatre mois après l'introduction de son recours gracieux ;

Qu'ainsi la saisine de la Cour est manifestement hors délai ;

Que dès lors n'ayant pas été introduit dans les forme et délai prescrits par la loi, ledit recours doit être déclaré irrecevable.

PAR CES MOTIFS

DECIDE

Article 1^{er} : le recours en annulation pour excès de pouvoir de Monsieur SOSSOU DHADHO Antoine en date du 15 mars 1992 contre l'Arrêté n° 34/001/DRB du 15 novembre 1977 du Chef du District Rural de Bopa portant mise à disposition de la SONACOP d'une parcelle de terrain sise à Sè, (Sous-Préfecture de Houéyogbé) lui appartenant est irrecevable.

Article 2 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties ainsi qu'au Procureur Général près la Cour Suprême.

Article 3 : les dépens sont mis à la charge du requérant.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :



Samson DOSSOUMON, Conseiller à la Chambre
Administrative

PRESIDENT;

Grégoire ALAYE

et

Joachim AKPAKA

}
}
}

CONSEILLERS.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi 18 avril deux
mille deux, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus
en présence de :

Raoul Hector OUENDO

MINISTERE PUBLIC;

Et de Maître **Irène Olga AÏTCHEDJI**

GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,

Le Rapporteur,

Le Greffier,



